

Flambée du prix des combustibles et Haïti brûle



La montée démesurée du prix des combustibles en Haïti, mesure imposée par le FMI au gouvernement du président Jovenel Moïse, a provoqué un soulèvement populaire au cours de la fin de semaine dernière et il s'est poursuivi par une grève générale de deux jours pour condamner cette décision.

La colère a été déclenchée par l'annonce faite vendredi dernier sur l'entrée en vigueur, le lendemain, d'une forte hausse de 37% du prix de l'essence, de 40% de celui du diesel et de 50% de celui du kérosène.

Pour beaucoup de familles qui n'ont accès ni au gaz ni à l'électricité, ce dernier produit est vital tant pour cuisiner les aliments que pour éclairer leurs logements.

Au moins la moitié des Haïtiens vivent en-dessous du seuil de pauvreté et leur situation est très sensible à la moindre hausse des prix, en particulier des produits de première nécessité, ce qui explique la réaction violente des personnes qui, de façon spontanée sont descendues dans la rue pour dresser des barricades en signe de protestation.

La situation a débouché sur des pillages dans des magasins et supermarchés dont plusieurs ont été détruits de même que les commissariats de la police qui, de façon inusitée s'est retranchée et elle a refusé de réprimer la population.

Au moins 3 personnes sont mortes au cours des troubles, plusieurs dizaines ont été blessées et les pertes sont estimées à des millions de dollars. Face à l'ampleur du rejet, le gouvernement est revenu sur la hausse des prix des combustibles, ce qui n'a pas réussi à apaiser les esprits.

Par la hausse des prix les autorités entendaient appliquer une exigence du FMI qui consiste à supprimer les subventions aux combustibles estimées à quelque 100 millions de dollars.

Haïti, le pays le plus appauvri de l'hémisphère, est sous le contrôle du FMI qui impose des mesures sévères de rajustement en échange du maintien des crédits pour que l'économie puisse ne serait que sortir à flot un peu ce qui pénalise les plus pauvres qui constituent la majorité de la population.

Une bonne partie du budget de l'état est destiné aux dépenses de son fonctionnement, en particulier de l'Organe Législatif qui, profitant de sa capacité de voter ou non les projets annuels, en garde une bonne partie.

Durant la période 2018-2019, la Chambre des Députés et le Sénat se sont assignés 100 millions de dollars tandis que l'appareil judiciaire ne recevra que 32,8 millions et le ministère de la Jeunesse, du Sport et de l'Action Civique n'aura que 16 millions. De plus, les élus n'ont pas l'obligation de rendre compte de leurs dépenses.

Bien qu'un calme tendu soit revenue à Port-au-Prince, la capitale, et à d'autres villes du pays, la crise est loin d'être surmontée et, au cours d'une réunion de l'exécutif avec les autres pouvoirs de l'état l'on a évoqué la nécessité que le premier ministre Jack Guy Lafontant, quitte le pouvoir.

De toutes les façons, le président Jovenel Moïse n'a pas beaucoup d'options dans sa tentative de contenter en même temps la population irritée, les secteurs les plus conservateurs de son gouvernement et le FMI, raison pour laquelle toute solution qu'il cherchera, aura de graves conséquences pour lui d'où qu'elles viennent.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/166713-flambee-du-prix-des-combustibles-et-haiti-brule>



Radio Habana Cuba